

DOSSIER N°RG

CABINET

MAJEUR PROTEGE

REQUETE AUX FINS DE RESILIATION DE BAIL DU LOGEMENT

NOM et Prénom du mandataire auteur de l'acte

La personne protégée est locataire d'un logement à (*adresse*) :

en vertu d'un contrat de bail conclu le (*date*) :.....avec (*bailleur*) :

Je sollicite l'autorisation de résilier le bail de ce logement.

Je vous joins à cet effet l'avis préalable d'un médecin n'exerçant pas une fonction ou n'occupant pas un emploi dans l'établissement dans lequel la personne protégée est accueillie sur le maintien à domicile (article 426 du code civil).

Par ailleurs, je sollicite l'autorisation de :

- vendre les meubles
- faire débarrasser le logement par le biais d'une association
- autre (précisez)

Fait le :

Signature

ORDONNANCE

DOSSIER N°RG

CABINET

MAJEUR PROTEGE

Nous.....juge des tutelles, assisté(e) de.....greffier ;

Vu l'article 426 du code civil,

- Attendu que l'opération envisagée est conforme à l'intérêt de la personne protégée, qu'il convient de l'autoriser,
- Attendu qu'il convient de rejeter la requête pour les motifs suivants :

Autorisons agissant en qualité de mandataire à résilier le bail du logement visé dans la requête ;

Autorisons la libération dudit bien des meubles le garnissant selon les termes de la requête ;

Rappelons que les souvenirs, les objets à caractère personnel, ceux indispensables aux personnes handicapées ou destinés aux soins des personnes malades seront gardés à la disposition du majeur protégé ;

Rappelons qu'en cas d'accueil en maison de retraite, le délai de préavis pour donner congé est réduit à un mois ;

Disons qu'il nous sera rendu compte de l'exécution de la présente ordonnance dans un délai de trois mois suivant notification ;

Ordonnons l'exécution provisoire de la présente décision qui sera notifiée à :

Fait au tribunal d'instance de Paris, le

Le greffier

Le juge des tutelles